

Promouvoir la compétitivité des PME en Afrique francophone

De la crise à la reprise grâce à l'intégration régionale



En collaboration avec:



Collecte de données conjointe en Afrique francophone

Le Centre du commerce international (ITC) et la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) ont uni leurs forces en 2021 pour aider le réseau des chambres de commerce en Afrique francophone à évaluer la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME).

L'ITC et la CPCCAF ont élaboré une enquête auprès des entreprises pour (i) évaluer la reprise des firmes – et en particulier celle des petites et moyennes entreprises (PME) – à la suite de la pandémie de COVID-19 ; (ii) déterminer dans quelle mesure les mesures gouvernementales ont appuyé le processus de reprise ; (iii) établir comment la pandémie a affecté les pratiques de gestion des risques des entreprises africaines ; et (iv) comprendre la nature du commerce international dans la région, y compris la manière dont la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est perçue.

Dans le cadre de cette initiative, plus de 2 500 entreprises ont été contactées vers la mi-2021, en Afrique de l'Ouest et centrale. Cette brochure présente les résultats des analyses. Il s'agit de la 4^e édition d'une série de rapports publiés conjointement par l'ITC et la CPCCAF, consultables en ligne à l'adresse suivante : www.intracen.org/publications.

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) est un réseau de coopération économique pour le développement du secteur privé et les échanges en Afrique francophone. Elle appuie la coopération bilatérale et multilatérale entre les chambres de commerce et d'industrie, d'artisanat et de métiers, et d'agriculture, ainsi qu'avec d'autres organisations de promotion du commerce, dans tous les domaines du développement de l'entrepreneuriat. Créée en 1973, la CPCCAF dispose aujourd'hui d'un réseau couvrant 33 économies, dont 26 pays d'Afrique francophone.

Le Centre du commerce international

En tant qu'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies, le Centre du commerce international (ITC) est la seule agence multilatérale pleinement dédiée à appuyer l'internationalisation des PME. Grâce à ses outils d'accès aux marchés et ses programmes d'assistance technique, l'ITC permet aux PME des économies en développement et en transition d'exploiter les nouvelles opportunités de marché. Par ce biais, l'ITC favorise l'augmentation des revenus et la création d'emplois, notamment pour les femmes, les jeunes et les communautés défavorisées.

Messages clés

Les petites entreprises d'Afrique francophone sont toujours en difficulté en raison de la pandémie de COVID-19, mais des opportunités exaltantes se profilent à l'horizon. La bonne nouvelle vient de nouvelles tendances en 2021, en termes de gestion émergente des risques et d'intégration régionale, qui devraient contribuer à ouvrir de nouveaux marchés pour les compagnies africaines.

Une reprise plus lente pour les petites entreprises

- En raison de la pandémie, les petites firmes d'Afrique francophone ont vu leurs revenus réduits de moitié et leur personnel d'un tiers. À la mi-2021, ces entreprises n'avaient pas encore atteint le même degré de reprise que les grandes compagnies.
- Plus des deux-tiers des microentreprises interrogées se sont endettées à cause de la crise liée à la COVID-19, contre moins d'un tiers pour leurs homologues de grande taille.
- Plus d'un tiers des firmes interrogées – en particulier les petites, celles dirigées par des jeunes et celles du secteur informel – se déclaraient préoccupées par la reprise post-pandémique.

Les programmes gouvernementaux relatifs à la COVID-19 sont insuffisants

- Une compagnie sur dix a bénéficié d'un appui en lien avec la COVID-19 de la part du gouvernement ou d'une organisation d'appui aux entreprises, ce qui s'est avéré plus difficile pour les plus petites.
- Environ 75 % des entreprises n'ayant pas reçu d'aide ne savaient pas qu'un appui était disponible.
- Deux-tiers des firmes ayant reçu une assistance en lien avec la COVID-19 se sont déclarées non satisfaites de l'appui reçu.

Une mise en garde pour la préparation aux crises

- Près de la moitié des entreprises interrogées disposaient de mesures pour se préparer aux crises futures. Les approches les plus populaires consistaient à renégocier les contrats avec les fournisseurs et à réviser les stratégies de vente.
- Les firmes préoccupées par la reprise post-pandémique et celles dont les revenus étaient encore inférieurs aux niveaux d'avant-crise sont plus disposées à se préparer aux crises futures.
- Les compagnies admettant ne pas se préparer à d'éventuelles crises futures citaient pour motifs le manque de ressources financières ou de sensibilisation.

Les gains potentiels de l'intégration africaine

- Seul un quart des firmes interrogées étaient familières avec la Zone de libre-échange continentale africaine, mais celles qui le sont pensent aussi que cet accord sera bénéfique à leur activité.
- Concernant les exportations au sein du continent, les principaux obstacles mentionnés sont les coûts élevés de la logistique et du transport, ainsi que les délais et l'incertitude.
- La part des importations depuis d'autres pays africains s'élève à tout juste 12 % des participants interrogés, tandis que celle des exportations vers d'autres pays africains n'atteint que 6 %, ce qui reflète le vaste potentiel non exploité de l'intégration régionale.



Reprise et intégration régionale

La pandémie de COVID-19 a eu un effet dévastateur sur le continent africain. Après des années de croissance vigoureuse, le produit intérieur brut africain s'est contracté de 1,9% en 2020. Selon les projections du Fonds monétaire international, le revenu par habitant de nombreux pays ne devrait pas retrouver le niveau d'avant-crise avant 2025¹. L'Organisation des Nations Unies alerte sur le fait que la réalisation des objectifs de développement durable pourrait être repoussée d'une décennie en raison de la pandémie².

Avant même que le virus ne fasse son apparition en Afrique, dès le début de 2020, les petites entreprises ont dû faire face à une baisse des achats de la part de leurs partenaires commerciaux étrangers³. Les couvre-feux et autres mesures adoptées par les gouvernements pour contenir la première vague de la COVID-19 ont également entraîné une baisse des ventes dans de nombreux pays⁴.

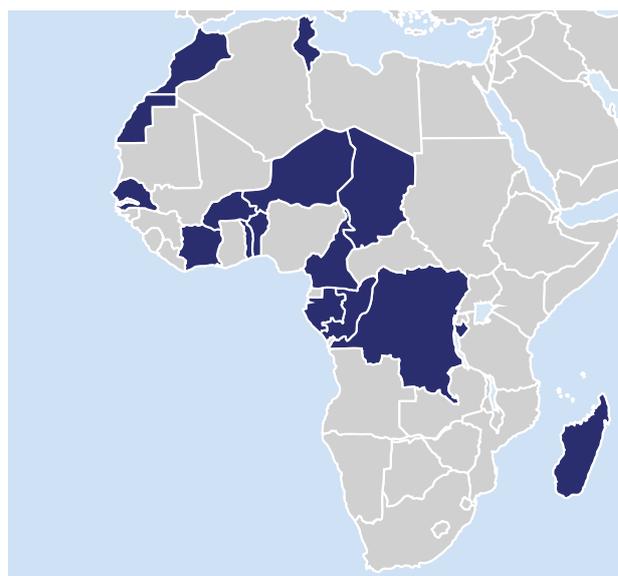
À la fin de 2020, la deuxième vague a prélevé un lourd tribut en termes de vies humaines et de viabilité des PME du secteur informel africain, endommageant les résultats socioéconomiques acquis⁵. Le manque de chaînes de valeur régionales dans le domaine médical a aggravé les deux premières vagues de la pandémie⁶, au point qu'à la mi-2021, les experts pointaient l'inégalité de l'accès aux vaccins comme le principal moteur de la troisième vague d'infection en Afrique⁷.

S'il existe un côté positif à cette crise, c'est dans les transformations qui en découlent. De nombreuses petites et moyennes entreprises ont mis à profit les restrictions

sanitaires pour réfléchir et se réinventer. La plupart ont décidé d'adopter les outils numériques et de se doter d'une gestion des risques pour être mieux préparées à l'avenir.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 2021, les échanges commerciaux s'effectuent sous les auspices de la Zone de libre-échange continentale africaine. Cette étape est perçue comme une opportunité historique, celle de tirer parti d'un commerce diversifié, à haute valeur ajoutée et capable de stimuler la croissance au sein de l'ensemble de la région⁸.

Le tumulte des années 2020 et 2021 restera certainement comme un tournant pour les PME exportatrices d'Afrique francophone. Les éléments probants présentés dans ce rapport montrent la direction insufflée par ces changements.



Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

1. Fonds monétaire international, 2021.

2. Organisation des Nations Unies, 2021.

3. ITC, 2021a.

4. ITC, 2020b.

5. Aoyagi, 2021; Programme des Nations Unies pour le développement, 2021.

6. ITC, 2020c.

7. 'It's Your Turn: Africa's Recovery Talk Series,' 2021.

8. Brookings, 2021.

Collecte des données sur la reprise et l'intégration régionale

Les acteurs de l'appui aux entreprises, tels que les chambres de commerce, les institutions d'appui au commerce et à l'investissement, et les organisations de secteur, procurent des services essentiels pour assurer la compétitivité du secteur des petites entreprises en Afrique. Ils fournissent ainsi des formations, renforcent les réseaux et représentent les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics afin que ces derniers appuient leur croissance.

Des services d'appui aux entreprises fondés sur des éléments probants

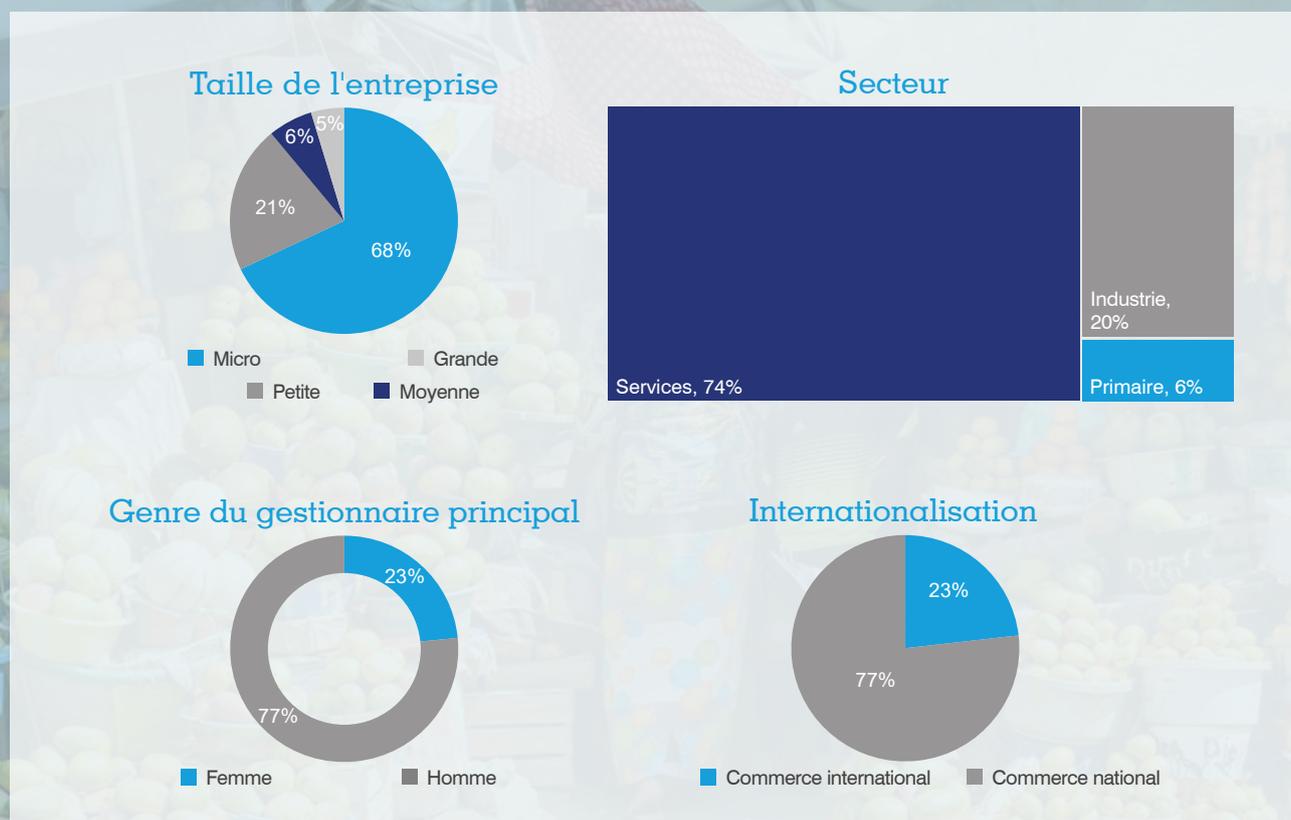
Afin d'adapter au mieux leurs services aux petites et moyennes entreprises et de concevoir des politiques et des programmes sur une base factuelle, les organisations d'appui aux entreprises ont besoin de données actuelles et fiables. Face au paysage commercial en mutation rapide en raison de la pandémie, le besoin de faire entendre la voix des PME n'a jamais été aussi fort.

C'est pourquoi l'ITC et la CPCCAF se sont associés aux chambres de commerce nationales de l'Afrique francophone pour interroger des milliers de compagnies à travers toute la région.

Plus de 2 500 enquêtes approfondies

À travers leur partenariat, l'ITC et la CPCCAF ont pu interroger 2 557 entreprises d'Afrique francophone entre mai et juillet 2021. Les données collectées proviennent des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Maroc, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie.

Deux-tiers des participants étaient des microentreprises (entre 0 et 4 employés), 21 % des petites entreprises (5 à 19 employés), 6 % des moyennes entreprises (20 à 99 employés) et 5 % des grandes entreprises (plus de 100 employés). Plus des trois-quarts des firmes interrogées sont des fournisseurs de services, un cinquième appartient à l'industrie, le reste œuvrant dans le secteur primaire (6%). La plupart des participants ont déclaré ne pas exporter ni importer, et seul un quart des firmes interrogées sont dirigées par des femmes. Trois-quarts des compagnies sont enregistrées auprès des autorités nationales compétentes.



Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.



Une reprise plus lente pour les petites entreprises

Alors que la troisième vague d'infections de la COVID-19 frappait le continent à la mi-2021, les données confirmaient que la pandémie était loin de faiblir dans la région. La crise continue donc d'engendrer des effets négatifs considérables sur l'emploi et les revenus des petites entreprises africaines.

Réduction des ventes et du personnel

En moyenne, les PME interrogées n'employaient plus que deux-tiers du personnel dont elles disposaient avant la pandémie. À l'inverse, les grandes firmes avaient pratiquement retrouvé leur taille d'avant-crise, employant en moyenne 94 % de leur force de travail habituelle.

De manière similaire, à la mi-2021, les revenus des petites entreprises étaient encore réduits en moyenne de moitié par rapport à la période pré-pandémique, tandis que les grandes compagnies avaient déjà récupéré jusqu'à 86 % de leurs revenus.

Cela implique que la reprise des petites entreprises d'Afrique francophone, en termes de ventes et d'emploi, n'est pas aussi rapide que celle des grandes firmes.

Les petites entreprises se sont davantage endettées

La lente reprise des ventes pour les PME se traduit par une situation financière plus difficile. Plus des deux-tiers des microentreprises interrogées ont dû s'endetter en raison de la crise liée à la COVID-19, contre moins d'un tiers pour les grandes compagnies. C'est le signe que, face à la préoccupation du fardeau de la dette des nations africaines au niveau macroéconomique⁹, la question de la dette devient de plus en plus un problème microéconomique.

9. Brookings, 2021.

Les PME ont donc un surendettement plus prononcé, des revenus plus faibles et un personnel réduit, en partie parce que les réponses apportées à la crise sanitaire minaient en même temps leur activité. Cela s'explique par le fait que, de manière générale, les petites firmes disposent de moins d'éléments fondamentaux de la résilience¹⁰. Les investissements dans la recherche, les compétences et une base de fournisseurs diversifiée aident les compagnies à devenir plus résilientes – or les compagnies résilientes ont eu cinq fois plus de chances d'éviter les licenciements pendant la pandémie¹¹.

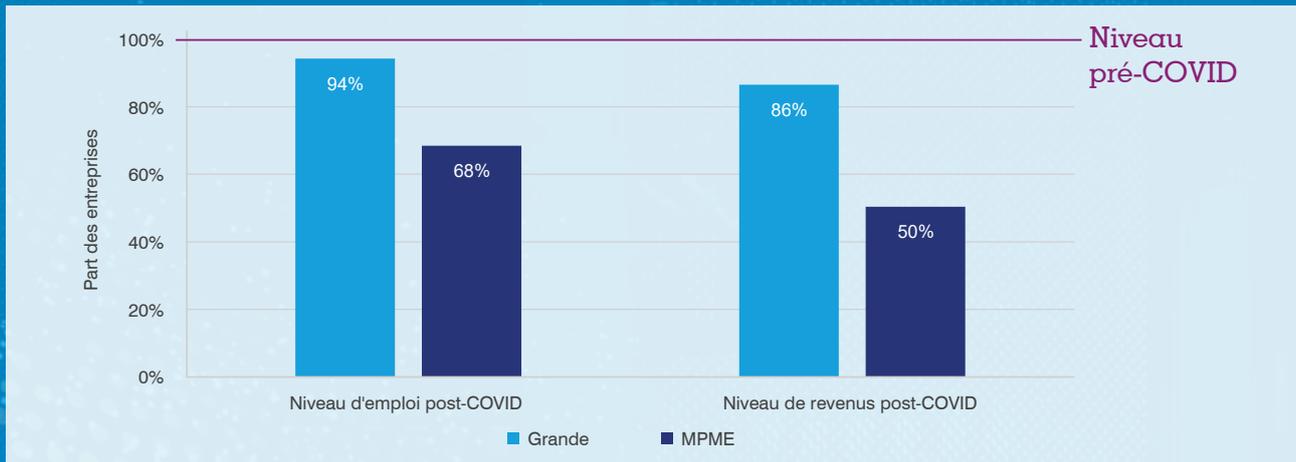
Les entreprises dirigées par des jeunes et celles du secteur informel s'inquiètent pour leur avenir

Plus d'un tiers des compagnies interrogées se déclaraient soucieuses vis-à-vis de la reprise. Une part plus importante parmi les entreprises dirigées par des jeunes, et parmi celles qui ne sont pas enregistrées auprès des autorités nationales compétentes, affirmaient qu'elles étaient même très inquiètes des chances de reprise de leur activité. Les grandes firmes et celles actives à l'export se sont montrées moins préoccupées par ces perspectives.

10. ITC, 2021b ; Falciola, Mohan, Ramos et Rollo, 2021.

11. ITC, 2021b.

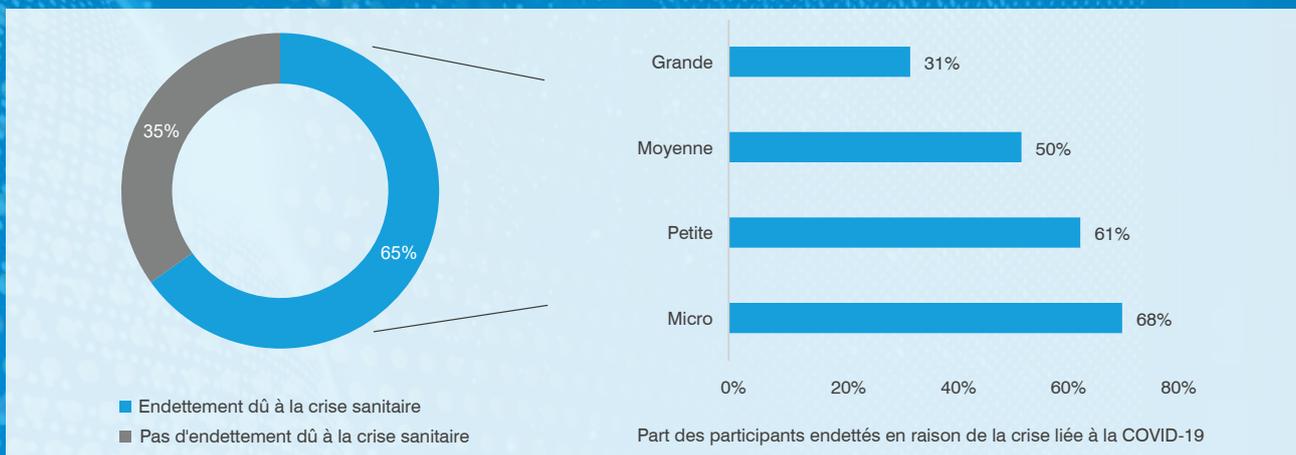
La pandémie a réduit les revenus et le personnel des petites entreprises



Note : La figure décrit les réponses des entreprises aux questions « Quel pourcentage de personnel votre entreprise emploie actuellement par rapport au personnel normalement employé à cette période de l'année ? » ; et « Quel pourcentage du chiffre d'affaires l'entreprise fait-elle actuellement par rapport au chiffre d'affaires habituel dans cette période de l'année ? ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

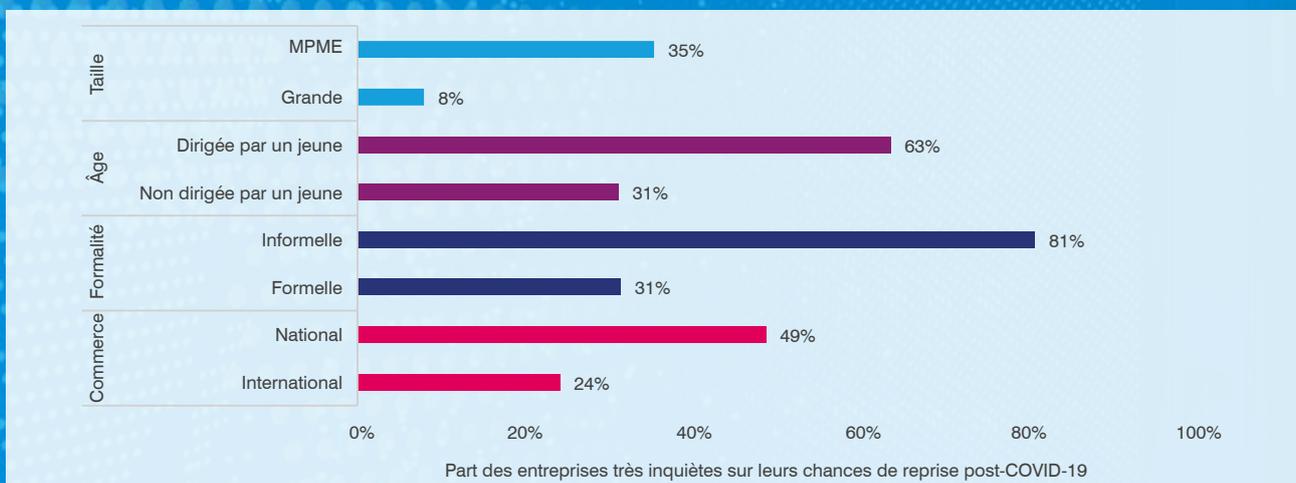
Les petites entreprises se sont davantage endettées



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « A votre avis, combien de temps il vous faudra pour rembourser les dettes liées à la crise de la COVID-19 ? », selon la taille de l'entreprise.

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

Les entreprises inquiètes de la reprise



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « Dans quelle mesure êtes-vous inquiet(e) à propos de la reprise d'activité de votre entreprise suite à la crise déclenchée par la COVID-19 ? », selon la taille, l'âge, la formalité et la nature de l'activité commerciale.

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.



Des programmes gouvernementaux relatifs à la COVID-19 insuffisants

Plusieurs gouvernements africains ont initié des programmes d'appui au secteur privé afin d'aider les firmes à survivre à la pandémie. Toutefois, malgré ces efforts, les résultats de l'enquête suggèrent que ces programmes ont eu une portée et une efficacité limitées, et n'ont pas su répondre pleinement aux besoins des petites entreprises et de celles du secteur informel.

Les petites entreprises ont moins de chance d'accéder à l'appui public

Seuls 12% des 2 557 entreprises interrogées ont affirmé avoir reçu un appui en lien avec la COVID-19 de la part de leur gouvernement ou d'une organisation d'appui aux entreprises. De manière plus préoccupante, un tiers des grandes firmes avaient bénéficié d'un appui gouvernemental à la mi-2021, contre seulement 7% des PME. Dans la mesure où les petites compagnies ont été touchées plus durement et doivent lutter

Des entreprises pas informées des programmes d'appui

Les trois-quarts des petites et moyennes entreprises n'ayant pas reçu d'assistance ont expliqué qu'elles ne savaient pas que leur gouvernement ou les organisations d'appui aux entreprises offraient un tel appui. De fait, les petites firmes du monde entier ont dû batailler pour accéder aux informations et bénéfices gouvernementaux pendant la pandémie¹². Un meilleur accès internet et une implication à long terme dans les organisations d'appui aux entreprises peuvent aider les PME à connaître les opportunités d'appui et à y accéder¹³.

L'insatisfaction des entreprises ayant reçu une assistance

Même lorsque les programmes relatifs à la COVID-19 ont pu fournir une assistance, les résultats de l'enquête suggèrent

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_22787



云报告
<https://www.yunbaogao.cn>

云报告
<https://www.yunbaogao.cn>

云报告
<https://www.yunbaogao.cn>